49e ANNÉE. — N° 17.114
DIRECTION & ADMINISTRATION: 8, rue de Cheverus, BORDEAUX
AGENCE A PARIS: 8, boulevard des Capucines.
LA PUBLICITÉ EST REÇUE aux Bureaux du Journal, à l'Agence Havas à Paris et à Bordeaux
ABONNEMENTS — 3 mois — 6 mois — 1 an
Gironde et limitrophes — 8 50 — 16 f. — 30 f.
France et Colonies... — 9 » — 17 f. — 32 f.
Etranger..... — 10 — 20 f. — 40 f.

La Petite Gironde

10 c. le numéro
LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE
Le numéro 10 c.

LUNDI 12 MAI 1919
SAINT PACOME
SOLEIL: lever 5h40; coucher 8h18
LUNE: pleine le 15; D.Q. le 22

LA REPRISE DE NOTRE TRAFIC MARITIME

III

Une marine marchande ne peut vivre sans ports bien aménagés; un port, si merveilleusement doté soit-il par la nature et le travail des hommes, ne peut prospérer et assurer un fret toujours plus abondant à cette marine que s'il est en liaison avec un réseau complet de voies fluviales et de canaux. Les chemins de fer permettent bien la circulation des produits d'échange, mais la plupart des marchandises pondéreuses ne peuvent supporter les frais d'un transport par voie ferrée.

Or, le fret lourd ou encombrant est un des éléments essentiels du trafic maritime. En assurant sa circulation à des taux extrêmement réduits, les canaux agrandissent indéfiniment la zone d'attraction d'un port maritime, son arrière-pays, cette bande de terrain nourricière qui permet l'afflux du fret sans interruption et en abondance. C'est le bouillonnement d'une vie toujours nouvelle, toujours plus intense qu'ils entretiennent sans effort alors que la voie ferrée plus délicate, plus chère, ne laisse que filtrer les éléments du trafic de valeur assez élevée pour supporter sans inconvénients les frais que son utilisation entraîne.

Quoi de plus typique à cet égard que la formidable vitalité d'avant-guerre de Hambourg, de Rotterdam; de plus saisissant que l'exemple d'Anvers enlevant grâce à son réseau de canaux le fret lourd des usines françaises qui, normalement, eût dû passer par Dunkerque. Plus près de nous comment ne pas être frappé du splendide développement de Rouen, située au point de soudure du trafic maritime et de la seule voie fluviale française de grand débit, la Seine? Du jour où l'on s'est décidé à intensifier sur ce fleuve les transports dans les conditions maxima que permettaient les profondeurs d'eau et le gabarit des écluses, la capitale normande est devenue le premier port français pour le tonnage de marchandises manipulées.

Quel contraste n'offre pas avec ce spectacle d'une prospérité si rapide la stagnation relative de Marseille, de Nantes, de Saint-Nazaire placées aux débouchés de deux énormes bassins fluviaux dont notre incurie traditionnelle n'a pas su tirer parti alors qu'en les régularisant et les canalisant nous eussions pu faire du Rhône, de la Loire et de leurs principaux affluents de merveilleux chemins qui marchent pour toute la production industrielle et agricole du centre et de l'est de la France. A Bordeaux même enfin, on peut se demander ce qu'aurait pu être le développement de notre port lorsqu'on songe que, malgré sa grande activité, les 7 centièmes seulement du tonnage qui y est manipulé sont transportés par la batellerie.

Mais comment s'étonner de cette situation quand on connaît ce qu'était avant la guerre la politique de notre ministère des travaux publics en matière de canaux et de voies fluviales? Un exemple à ce point de vue est tout à fait typique. La grande artère projetée de notre trafic houiller, le canal du Nord, en construction au moment où les hostilités éclatèrent, était, malgré les observations réitérées de tous les intéressés, d'un gabarit qui ne permet par l'utilisation de chalands modernes de 600 tonnes. Les ouvrages d'art et l'ensemble des travaux ayant été détruits ou bouleversés par le feu au cours de la guerre, le projet va être repris et adapté aux besoins actuels, mais le fait prouve avec quelle étroitesse d'esprit étaient envisagées ces questions vitales pour l'avenir du pays.

Croit-on que si nous continuons à suivre de pareils errements Bordeaux et Marseille sont près de supplanter Rotterdam et Hambourg dans le trafic Suisse-Amérique? Tant que le Rhône ne sera pas mieux aménagé et que les canaux du Midi et latéral à la Garonne resteront dans leur état présent, tous nos beaux projets n'auront pas la suite qu'ils devraient avoir. Les marchandises en transit Amérique-Europe centrale continueront à suivre leurs anciennes routes.

Sur nos canaux du Midi en particulier nous en sommes encore aux gabarits d'écluses, aux profils, aux profondeurs d'eau prévus par le vénérable Riquet. Ils ne permettent même pas le passage de modestes chalands de 300 tonnes. Un projet de réfection est, il est vrai, actuellement à l'étude, et même sur certains points en voie d'exécution. Il comporte successivement l'aménagement du lit et des ouvrages d'art pour le passage de chalands de 300 tonnes, puis la construction d'une nouvelle voie d'eau permettant l'utilisation de barques modernes de 600 tonnes.

Il faut une réalisation immédiate de cette dernière partie du programme. Si nous tergiversons davantage, si nous restons dans l'expectative, la plus grosse partie du trafic Amérique-Europe centrale que la situation géographique de Bordeaux lui permet légitimement d'escompter, est en effet susceptible de se détourner définitivement sur Marseille et sur Cette. Une action extrêmement énergique est actuellement poursuivie par les organisations économiques du bassin du Rhône pour faire de ce fleuve la grande artère entre la Suisse et la Méditerranée. Le jour où la réalisation du plan d'aménagement prévu permettra la circulation entre la Suisse et la mer de chalands de 600 tonnes, que se produira-t-il? Si par suite de l'insuffisance des canaux du Midi et latéral à la Garonne ces chalands à leur arrivée à la jonction du Rhône et du canal ne peuvent continuer sur Bordeaux, le trafic, automatiquement, ira vers les ports les plus proches, malgré le désavantage que représente par rapport au trajet Bordeaux-Etats-Unis ou Argentine, l'itinéraire maritime Marseille-Amérique.

Qu'on aménage donc le Rhône mais qu'on refasse aussi nos canaux du Midi, qu'on canalise la Loire, qu'on l'unisse à la Garonne et au Rhône par des voies d'eau à grand débit et Bordeaux, Marseille, Nantes connaîtront l'incomparable essor de Rotterdam, d'Hambourg et d'Anvers. Notre marine marchande verra s'ouvrir alors une ère de prospérité formidable et notre pavillon reprendra sur les mers la place qui fut jadis la sienne dans un passé déjà trop lointain, au tout premier plan.

A. BOURBON.

La Hollande consentirait à livrer Guillaume

Londres, 11 mai. — D'après une dépêche de La Haye au «National News», le gouvernement hollandais a décidé de livrer l'ex-kaiser.

Leurs clients...

Les socialistes, selon l'Evangile de Saint Marx, hurlent à la mort autour des préliminaires de paix. Il paraît qu'on y fait du tort à leurs clients d'Allemagne, et qu'en leurs chères personnes on viole la justice, la morale, le droit et quelques autres bases dont le respect par les Allemands a toujours fait l'admiration des autres peuples, n'est-ce pas?

Il est bon de rappeler rapidement en quels termes est formulé ce plaidoyer, *pro domo germanica*, en faveur du foyer allemand, pour mesurer l'abîme d'inconscience, de cynisme où s'enlisent les purs de l'internationalisme. Le *Populaire*, de M. Longuet, se glorifie d'être hors de la Société des nations « pour être hors du crime, du vol, de l'iniquité organisés ». Et il conclut que « cette paix infâme n'est qu'un ignoble chiffon de papier ». L'*Humanité* n'est pas moins enthousiaste dans sa protestation. Elle félicite les Allemands « de résister aux efforts de la violence et de la corruption et de garder intact leur sentiment national ». Il paraît que l'Histoire considérera cette paix de la victoire « comme un attentat à la morale et au droit ».

Sans commentaires, si vous voulez bien. Nous affaiblirions la variété des qualificatifs qui vous montent aux lèvres. Mais le jour même où ces choses s'étalaient dans les feuilles du parti, les journaux français reproduisaient certains documents qui forment le plus délicieux pendant aux placards bolchevistes. Oyez le suivant, par exemple :

« Mob. Et.-Komdtr. 7/IV.
» *E. O., den.* 6 Déc. *1946.*
» ORDRE
» M. le Maire de Danizy,
» La commune de Danizy fournira 20 *femmes qui partiront le 8 Déc.* pour Saint-Erme. Retour vers le 15 janvier.
» Vous devez établir immédiatement une liste de femmes au-dessus de 15 ans, *si possible sans gosses.* Cette liste vous l'apporterez vous-même à la kommandantur aujourd'hui dans l'après-midi. La kommandantur *fera le choix* et désignera les femmes devant partir.
» Cet ordre est irréductible.
» *Mettre surtout les femmes de mauvaise vie.* »

Il est clair que les pelés, les galeux d'où vient tout le mal fait à « la morale », c'est nous. Sans doute le bolchevisme a sur le nouveau régime à instaurer entre les sexes des théories et une pratique spéciales. Nous avons sous les yeux un petit papier où une compagnie de gardes rouges réquisitionnant ses bons de tabac ajoute en supplément une « réquisition pour quinze jeunes filles » à servir à leurs seigneuries. A Budapest, le premier acte du comité exécutif avait été de proclamer la communauté des femmes.

Mais c'étaient là jeux de princes bolchevistes. La rafle infâme de Danizy est l'œuvre de la Kommandantur. Ces messieurs, dont la casquette s'étage jusqu'à trois ponts, jouent les entremetteurs et les proxénètes avec une aisance officielle qui ferait croire « qu'ils sont déguisés quand ils sont autrement ». Ils tiennent « à faire le choix » eux-mêmes. C'est un « bedide gomerce » dont ils ont le goût et le sens. A ces souteneurs de « la morale et du droit », ne serait-il pas fâcheux, en effet, de faire une peine, même légère?...

P. B.

ALLEMAGNE

La tête des chefs bolchevistes de Munich mise à prix

Berlin, 11 mai. — Les chefs de la révolution munichoise Levi et Nissen-Levine ayant réussi à s'échapper, le gouvernement Hoffmann vient de mettre leur tête à prix.

Les victimes des combats de Munich

Bâle, 10 mai (via Munich). — Le nombre des personnes tuées au cours des combats de rues de Munich peut maintenant être évalué à plus de cinq cents. Les troupes gouvernementales ont perdu huit officiers tués et vingt blessés, cinquante hommes tués, cent quarante-quatre blessés et dix disparus.

RUSSIE

Un grand succès de l'armée de Koltchak

Omsk, 29 avril (retardée). — On attache une grande importance à l'occupation de Tchistopole. Cette localité est située à 120 kilomètres de Kazan, sur la Kama. Toutes les embarcations de guerre bolchevistes qui se trouvent en amont sont ainsi isolées.

Le programme du général Denikine pour sauver la Russie

Berne, 10 mai. — Le général Denikine a fait parvenir aux représentants de l'Entente son programme, dont voici les principaux articles :

1. Lutte contre le bolchevisme;
2. Rétablissement de l'ordre et des lois;
3. Reconstitution d'une Russie unifiée et indivisible;
4. Convocation d'une Assemblée constituante basée sur le suffrage universel;
5. Large autonomie régionale et établissement d'organes du « self government »;
6. Libertés civile et religieuse;
7. Réforme agraire immédiate;
8. Réforme ouvrière pour protéger les ouvriers contre l'exploitation par les capitalistes et contre les abus du gouvernement.

Les officiers de marine rappelés à l'activité

Stockholm, 11 mai. — Un décret bolcheviste appelle au service actif tous les officiers de marine. Sous peine des châtiments les plus sévères tous doivent dans les cinq jours se présenter au commissariat naval.

HONGRIE

Le gouvernement hongrois mobilise

Budapest, via Zurich, 11 mai. — Le gouvernement hongrois mobilise tous les hommes jusqu'à quarante-cinq ans. Des patrouilles passent de maison en maison et emmènent tous les jeunes gens qu'elles rencontrent. Beaucoup cherchent à échapper à cette incorporation forcée.

ETATS-UNIS

La démobilisation

New-York, 11 mai. — Le général March, chef d'état-major, a déclaré dans une interview qu'il estimait qu'au 1er août prochain il resterait seulement 225,924 soldats et marins américains en France et en Allemagne occupée. Il espère que les troupes d'outre-mer pourront être rapatriées à raison de 310,000 hommes chaque mois.

Il a ajouté que depuis l'armistice 2 millions 10,671 soldats ont été démobilisés.

Les généraux Berthelot et Patey de retour de Roumanie

Paris, 10 mai. — Par train spécial, le général Berthelot, chef de la mission militaire française en Roumanie, et le général Patey, sont arrivés à Paris avec leur état-major.

LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

Brockdorff-Rantzau discute M. Clemenceau lui répond

Paris, 10 mai. — Le comte de Brockdorff-Rantzau, président de la délégation allemande, a fait parvenir hier soir au président de la Conférence de la paix deux communications. La première est conçue dans les termes suivants :

« Délégation allemande de la paix à Son Excellence le président de la Conférence de la paix, M. Clemenceau.

» Versailles, le 9 mai.

» Monsieur le Président,

» La délégation allemande vient de terminer son premier examen des conditions de paix qui lui ont été remises. Elle est obligée de reconnaître que, sur des points d'une importance décisive, la base convenue de la paix du droit est laissée de côté; elle n'était pas préparée à ce que les promesses expressément données au peuple allemand et à l'humanité entière soient ainsi rendues illusoires.

» Le projet de traité contient des exigences qui ne sont supportables par aucun peuple. De nombreuses clauses, en outre, sont, de l'avis de nos experts, inexécutables. La délégation de la paix produira ses explications en détail et fera connaître aux gouvernements alliés et associés, d'une façon ininterrompue, ses observations et ses matériaux.

» Agréez, Monsieur le Président, l'expression de mon respect le plus distingué.

» BROCKDORFF-RANTZAU. »

Au nom des gouvernements alliés et associés, M. Clemenceau a répondu :

« Monsieur le Président,

» Les représentants des puissances alliées et associées ont pris connaissance de la note exposant les observations des délégués plénipotentiaires allemands relativement au texte des conditions de paix.

» En réponse à cette communication, ils désirent rappeler à la délégation allemande qu'en arrêtant les conditions du traité ils se sont constamment inspirés des principes d'après lesquels l'armistice et les négociations de paix ont été proposés.

» Les représentants des puissances alliées et associées ne peuvent admettre aucune discussion sur le droit de maintenir les conditions de fond de la paix, telles qu'elles ont été arrêtées. Ils ne peuvent prendre en considération que les suggestions d'ordre pratique que les plénipotentiaires allemands pourraient avoir à leur soumettre.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» CLEMENCEAU. »

La seconde communication allemande qui concerne la Société des Nations était ainsi conçue :

« Versailles, le 9 mai.

» Monsieur le Président,

» La délégation allemande de la paix a l'honneur, en remettant ci-joint un projet allemand, de prendre position en ce qui concerne la Ligue des nations.

» Ce projet présente à ses yeux des suggestions d'ordre social au problème de la Ligue des Nations. La délégation allemande de la paix se réserve de s'expliquer d'une façon encore plus détaillée au sujet du projet des gouvernements alliés et associés. Dès à présent, elle appelle toutefois l'attention sur la contradiction résultant de ce que l'Allemagne doit signer le statut de la Ligue des nations en tant que partie intégrante du projet de traité qui nous a été remis alors qu'elle ne se trouve pas parmi les Etats invités à entrer dans la Ligue des nations. La délégation allemande demande, le cas échéant, dans quelle circonstance pareille invitation est envisagée.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mon respect le plus distingué.

» BROCKDORFF-RANTZAU. »

M. Clemenceau a fait remettre au comte de Brockdorff-Rantzau la réponse dont le texte suit :

« Paris, 10 mai.

» Monsieur le Président,

» J'ai l'honneur de vous accuser réception du projet allemand de Société des nations. Ce projet sera renvoyé à la commission formée par les puissances alliées et associées. La délégation allemande pourra constater, par un nouvel examen du pacte de la Société des nations, que la question d'admission de nouveaux membres de cette Société n'a pas été omise, mais été prévue explicitement dans le deuxième paragraphe de l'article premier.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

» CLEMENCEAU. »

Vaine tentative de diversion

Paris, 10 mai. — L'événement de la journée a été la communication des deux lettres adressées par le comte de Brockdorff-Rantzau à M. Clemenceau, les réponses faites par le président du conseil.

Voici la procédure suivie pour la remise des notes allemandes à M. Clemenceau :

Le comte de Brockdorff avait fait savoir au colonel Henry, chargé de veiller sur les plénipotentiaires allemands, qu'il avait une communication à faire à M. Clemenceau. Le secrétariat général de la conférence en fut aussitôt avisé par cet officier supérieur français. Deux secrétaires d'ambassade furent aussitôt « dépêchés à Versailles », d'où ils ramenèrent les plis. La réponse de M. Clemenceau fut transmise par la même voie.

L'accueil très ferme à ses premières tentatives de diversion de la délégation allemande ne l'encouragera sans doute pas à persévérer dans cette voie, où M. Clémenceau lui a bien montré qu'il n'avait rien à gagner.

Les délégués allemands ne seraient pas d'accord

Zurich, 11 mai. — D'après un correspondant allemand à Versailles, les délégués allemands n'auraient pas tous approuvé le texte du discours que M. Brockdorff-Rantzau a prononcé lors de la remise du traité. Il semble qu'au sein de la délégation germanique deux partis soient en présence, dont l'un est favorable à la signature pure et simple du traité, tandis que l'autre s'y oppose formellement, sous prétexte que le traité ne consacre rien de moins que l'établissement sur l'Allemagne d'un protectorat déguisé.

Six membres de la délégation allemande repartent dans leur pays

Versailles, 11 mai. — Six membres de la délégation allemande sont partis hier soir pour l'Allemagne, porteurs des observations des conseillers techniques adjoints aux plénipotentiaires. Ce sont MM. Legien, secrétaire de légation au ministère du travail; Schmidt, conseiller de légation; Eberbach, conseiller intime; Baumeister, Blankenverg et Higelspach. Ce départ précéderait, dit-on, le voyage en Allemagne du comte Brockdorff-Rantzau, qu'on croit imminent.

Les délégués allemands déprimés

Berlin (via Bâle), 10 mai. — Les délégués de la paix à Versailles paraissent extrêmement déprimés, si on en juge par les déclarations qu'ont faites les journalistes allemands. Tous, selon le journal « Neue Berliner », furent d'accord pour trouver que les conditions dépassent tout ce qu'on pouvait imaginer de pire. Le ministre Landsberg a déclaré :

« Il n'est plus question maintenant de négociations orales. Lorsque nous aurons remis nos contre-propositions écrites, nos adversaires répondront, et nous n'aurons plus qu'à dire oui ou non... »

Le professeur Schuecking a fait les déclarations suivantes :

« J'ai l'impression que la joie sadique du Français d'abaisser l'Allemagne s'exprime même dans les détails. Le document qu'on nous a remis hier est simplement effroyable. »

Le ministre Liesberts a assuré :

« Seuls, les représentants d'intérêts purement capitalistes pourront encore parler de compromis. Les conditions de l'Entente ne visent pas à autre chose qu'à obliger le gouvernement allemand à rendre le peuple allemand esclave de l'Entente, mais ni nous ni l'ouvrier allemand n'admettrons pareille chose. Dans une telle situation il ne nous reste qu'une porte de sortie. La paix immédiate avec la Russie. La rénovation ne doit pas venir d'en haut, mais d'en bas. Le traité de paix est inacceptable, et nous devons en tirer sans crainte toutes les conséquences intérieures. »

Quant au comte de Brockdorff-Rantzau, il s'est borné à déclarer qu'il se trouvait hors d'état de dire un seul mot...

Brockdorff-Rantzau irait à Weimar chercher de nouvelles instructions

Versailles, 11 mai. — Hier, le comte de Brockdorff-Rantzau a décidé que les quatre-vingts secrétaires détachés à la mission formeraient dorénavant deux équipes, l'une travaillant de jour, l'autre de nuit, jusqu'au moment où le travail nécessité par les pourparlers qui ont lieu actuellement entre Berlin, Weimar et Versailles seraient terminés. Ces pourparlers dureront de six à huit jours.

Lorsque tout sera au point, vraisemblablement dans quatre ou cinq jours, le comte de Brockdorff-Rantzau partirait avec deux autres plénipotentiaires, MM. Giesbert et Landsberg, et quelques secrétaires pour Weimar, afin de procéder avec le gouvernement allemand à l'examen minutieux des contre-propositions allemandes à opposer aux propositions des alliés.

Les délégués autrichiens maintiendront l'union avec l'Allemagne

Genève, 11 mai. — MM. Renner, Guerlier et Schœnbrener, qui formeront le directoire politique de la délégation autrichienne, ont déclaré qu'ils iront au Congrès de la paix avec le programme de rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, mais qu'ils ne pourront rien faire contre la force majeure.

La délégation autrichienne

Vienne, via Zurich, 11 mai. — La délégation autrichienne à la Conférence de la paix est ainsi composée :

1° Le chancelier d'Etat Renner, qui aura seul les pleins pouvoirs pour signer et négocier.

2° Les professeurs Guertler et Schœnbauer, nommés par l'Assemblée nationale comme adjoints au chancelier à titre de conseillers.

3° Le docteur Kelln, représentant le ministère des affaires étrangères, et les chefs de section François Peter, Jean-André Eichoff et Richard Schuller; ces quatre fonctionnaires désignés comme commissaires généraux, auront les pleins pouvoirs pour négocier.

4° Onze délégués techniques du département des voies et communications.

5° Cinq conseillers experts, dont le professeur Lammasch, ancien président du conseil des ministres.

6° Douze représentants provinciaux.

7° Six journalistes.

8° Sept secrétaires (hommes) et quatre secrétaires (femmes), quatre huissiers et un courrier.

Le traité de paix serait signé entre le 3 et le 5 juin

New-York, 10 mai. — On annonce de source très autorisée que le retour du président Wilson à Washington est fixé au 13 juin. On conclut de cette information que, selon toutes probabilités, le traité de paix sera définitivement signé entre le 3 et le 5 juin.

Le président Wilson serait intransigeant sur la question de Fiume

New-York, 10 mai. — Le correspondant de «l'Associated Press» à Washington a reçu une dépêche de la Maison-Blanche qualifiant de : « Fiction pure et simple » la nouvelle de Paris qui annonçait que le président Wilson s'était engagé à reconnaître la cession de Fiume à l'Italie après 1923.

Il paraîtrait que le président ne modifie pas sa première manière de voir.

L'Italie et le nouveau pacte d'alliance

Rome, 11 mai. — A l'annonce de l'accord franco-anglo-américain, l'opinion publique italienne a manifesté quelque étonnement de constater que l'Italie en était absente.

Les journaux mettent ce soir les choses au point, et expliquent la nature de l'accord conclu entre la France, l'Angleterre et l'Amérique. Il ne constitue nullement, disent-ils, un véritable traité d'alliance, mais une garantie supplémentaire accordée à la France en dehors des garanties stratégiques. Un véritable traité d'alliance comporterait des obligations réciproques; tel n'est pas le cas de l'accord franco-anglo-américain.

L'absence de l'Italie s'explique donc parfaitement. Un accord de ce genre entre l'Italie et la France ne saurait, en effet, exister sans un traité d'alliance comportant des obligations réciproques.

Il est à espérer, concluent les journaux, et notamment la « Epoca » et le « Giornale d'Italia », que la France et l'Italie songeront, au moment opportun, à assurer par une alliance formelle leur avenir commun. Ils ajoutent que, pour son compte, l'Italie est prête.

La Pologne n'est pas satisfaite au sujet de Dantzig

Varsovie, 10 mai. — La presse polonaise n'est pas satisfaite de la solution donnée par le traité de paix à la question de Dantzig et à celle de l'accès à la mer pour la Pologne.

Le président Paderewski a quitté Paris

Paris, 10 mai. — Le président du conseil de Pologne et Mme Paderewska viennent de partir pour aVrsovie. Ils seront de retour à Paris dans une huitaine de jours.

La Chine ne signerait pas le traité de paix

Londres, 11 mai. — Les journaux annoncent que le gouvernement chinois a télégraphié à la délégation chinoise à Paris, de ne pas signer le traité de paix, vu la solution donnée à l'affaire de Kiao-Tchéou.

Américains hostiles à la Société des Nations

Washington, 11 mai. — Les chefs de l'opposition, qui viennent de terminer leur campagne de discours dans tous les Etats-Unis, déclarent que la réaction contre la Société des nations gagne en vigueur.

La nécessité de conclure une alliance avec la France, à laquelle s'est rendu le président, prouve l'inaptitude de la Société des nations à prévenir la guerre, et par conséquent son inutilité. On entend fréquemment cette remarque dans le camp républicain.

Le Sénat américain et la future alliance

Washington, 11 mai. — On assure que le Sénat américain ratifiera la convention militaire franco-américaine que M. Wilson soumettra à la haute Assemblée. Quelques sénateurs républicains se sont prononcés déjà contre le projet, mais ils ne forment qu'une petite minorité. Il est du reste notoire que la France compte de nombreux amis, et M. Lodge en tête, dans le parti républicain. Tout sentiment antiwilsonien mis à part, on y estime qu'un accord défensif constitué préventivement contre une nouvelle agression serait également profitable aux deux pays.

D'autre part, le projet d'alliance répond au désir de certains leaders républicains.

Notre part des colonies allemandes

Paris, 11 mai. — Le traité donne à la France, libérés de tout mandat, le Togo et le Cameroun, sous réserve d'une entente à intervenir avec l'Angleterre. C'est là, pour notre empire colonial, une appréciable conquête.

L'arrangement avec l'Angleterre est conclu en ce qui concerne le Cameroun. La ligne de délimitation suit la chaîne de montagnes allant du Tchad à la côte. Douala devient français, et les chemins de fer sont notre propriété. D'ailleurs, ainsi que cela avait été réglé dans l'accord anglo-français de 1915, la presque totalité de la belle colonie allemande nous revient.

En ce qui concerne le Togo, aucun arrangement n'est encore intervenu. Il y a une situation défait : la France et l'Angleterre occupent la colonie à parties égales. Il reste à examiner la façon dont se fera le partage. Il est nécessaire pour la France d'agrandir le Dahomey du côté de la mer. Il faut que le port de Lomé nous soit attribué.

M. Clemenceau reçoit le maréchal Petain

Paris, 11 mai. — Le maréchal Pétain a été reçu hier après-midi par M. Clemenceau, président du conseil.

L'ALLEMAGNE ET LE TRAITÉ

PROTESTATIONS PUBLIQUES PRÉPARATIFS SECRETS

Trois documents significatifs

Bâle, 10 mai. — De toutes les parties de l'Allemagne, des protestations contre le traité de paix arrivent au ministère de l'intérieur. On signale de différents points de violentes manifestations publiques contre une acceptation éventuelle des exigences de l'Entente.

La Diète de Brunswick, en particulier, a émis un vœu tendant à un refus pur et simple des « conditions déshonorantes ». De nombreuses protestations émanant des territoires devant être séparés de l'empire arriveraient chaque jour à Berlin. En Haute-Silésie et en Prusse orientale, les habitants seraient prêts à s'opposer par les armes à une incorporation dans l'Etat polonais.

TROIS DOCUMENTS

Londres, 11 mai. — On commence à avoir des nouvelles assez précises de l'activité que déploient sournoisement les Allemands, par trois documents secrets tombés aux mains des alliés. Nous savons que la république d'outre-Rhin n'est pas autre chose qu'un « kolossal » camouflage machiné par les junkers.

Au point de vue militaire, l'Allemagne, qui s'avoue battue à l'Occident, prétend renouer la chaîne de ses succès à l'est et garder Posen et la Silésie.

Voici ce que disent à ce sujet les trois pièces en question :

1° Premier document. Circulaire confidentielle du général Noske, ministre de la guerre, en date du 24 février, ordonnant à toutes les usines de munitions de l'Etat de travailler jour et nuit. Même ordre aux fabriques privées de produire tous obus pour calibres employés jusqu'au 9 novembre 1918. Les matières premières seront fournies par l'arsenal de Spandau.

La circulaire ajoute que, pour endormir les soupçons des commissaires alliés, on pourra leur dire qu'il ne s'agit que de donner du travail aux chômeurs.

2° Lettre du chef de l'état-major des armées au ministre de la guerre, en date du 2 mars, demandant que les troupes revenues du front soient démobilisées, étant donné leur mauvais esprit, et remplacées par les classes 1897, 1898, 1899, 1900 et 1901, qui pourront fournir 600,000 hommes, précaution nécessaire pour défendre les provinces de la Prusse orientale.

3° Lettre du chef d'état-major général au commandant du 6e corps d'armée, à Breslau, en date du 15 mars, pour lui prescrire de pousser discrètement les Polonais de la Haute-Silésie à soulever des incidents auxquels la presse donnera la publicité nécessaire. « Il y aurait intérêt, ajoute la lettre, à provoquer l'insurrection polonaise. »

Les partis bourgeois et socialistes allemands repoussent le traité

Berlin, via Bâle, 10 mai. — Les différents partis de l'Assemblée nationale se sont réunis hier afin de préciser leur attitude en face des préliminaires de paix soumis par l'Entente. Les diverses fractions bourgeoises ont été unanimes à repousser « un traité qui déshonorerait l'Allemagne. »

Les socialistes majoritaires ont voté également contre l'acceptation, mais ils ont déclaré qu'ils la subordonneraient à la modification par l'Entente de divers points d'importance capitale.

Les socialistes indépendants, tout en protestant au nom du prolétariat contre la rigueur des conditions imposées, se sont déclarés pour l'acceptation du traité tel qu'il a été remis au comte de Brockdorff-Rantzau.

La Saxe adhère à l'appel au peuple allemand

Bâle, 11 avril. — On mande de Dresde :

« Le gouvernement de Saxe a adressé un télégramme à Ebert, l'assurant de sa complète adhésion à l'appel adressé au peuple allemand contre le traité de paix. »

Les Allemands suivent attentivement les protestations de nos socialistes

Berne, 11 mai. — On suit avec une grande attention, à Berlin, l'attitude adoptée par la presse socialiste française, dont les protestations contre la violation du droit et les promesses faites sont reproduites en caractères gras avec une très grande satisfaction.

L'AFFAIRE LANDRU

Les recherches dans l'étang des Bruyères

Gambais, 10 mai. — A la suite de la déposition du médecin-major Monteilhet, qui déclara avoir vu, un soir du mois de mai 1916, un homme ressemblant à Landru, jetant un volumineux paquet dans l'étang des Bruyères, les magistrats avaient décidé de faire vider cette pièce d'eau pour y effectuer des recherches.

L'étang étant en partie asséché d'hier, les investigations ont été commencées ce matin par les soins de la brigade fluviale de la préfecture de police, sous la direction de la première brigade mobile. Un peu avant neuf heures, arrive en auto M. Bichon, commissaire divisionnaire, chef de la première brigade mobile, accompagné d'un photographe attaché au service. Il rejoint près de l'étang MM. Dautel, commissaire de police; Belin, inspecteur à la 1re brigade; Humbert, de la brigade mobile de Lyon; le régisseur de la propriété, le garde particulier et le garde champêtre.

Les hommes de la brigade fluviale arrivent; ils sont six, sous la conduite du brigadier Gueritat, et apportent l'attirail ordinaire pour ces sortes de recherches : des grappins, des tridents, des crocs, etc. Ils revêtent des pantalons de couleur cachou; l'un d'eux chausse de grandes bottes en caoutchouc et immédiatement le travail commence. L'équipe se fractionne en deux groupes : l'un jettera les grappins du bord de la route dans l'eau, dans cette partie de l'étang; l'autre groupe prend place sur un petit bachot plat que l'on traîne péniblement parmi les roseaux et les lianes jusqu'à proximité de la chaussée.

L'homme aux bottes en caoutchouc enfonce jusqu'aux genoux dans la vase liquide; les tridents et les crocs fouillent inlassablement la vase. Une odeur nauséabonde se dégage parfois. La surface de l'étang est envahie par des roseaux de 2m50 de hauteur et qui s'emmêlent au-dessus de la vase dans un fouillis inextricable qui rend les recherches difficiles.

Vers onze heures, d'un amas de vase on retire un débris dans lequel, au premier examen, les inspecteurs croient reconnaître un fragment d'os ayant séjourné très longtemps dans l'eau.

Gambais, 10 mai. — Sitôt son déjeuner absorbé, l'équipe de la brigade fluviale est retournée à son travail, qui est activement poussé, en dépit de la chaleur accablante. L'odeur forte qui monte de la vase incommode les plus résolus... On cherche, on cherche toujours... jusqu'au moment où les hommes qui jettent le grapin obtiennent un résultat. Ils réussissent à ramener un gros ossement compact, de couleur noirâtre. C'est, à ce qu'il semble, un important fragment de colonne vertébrale, auquel adhère encore un morceau de côte. Cette trouvaille provoque une certaine émotion.

M. Bichon, commissaire divisionnaire, chef de la brigade mobile, s'est rendu aussitôt à Paris pour soumettre la trouvaille à l'examen du docteur Paul.

Une singulière découverte

Gambais, 10 mai. — Un villageois est venu aujourd'hui, au début de l'après-midi, déclarer aux magistrats que sa femme venait de trouver dans les eaux qui s'écoulaient de l'étang des débris qui semblaient être de la peau humaine.

Des témoignages intéressants

Gambais, 10 mai. — Des dépositions intéressantes ont été recueillies aujourd'hui par les magistrats; elles émanent de M. Albéric Bizot, demeurant aux Bruyères, et de Mme et Mlle Bigourneaux, de Gambais, qui tous affirment qu'au mois d'avril 1918, tandis que l'on procédait à la pêche du poisson dans l'étang, Landru surveillait attentivement l'opération de l'extrémité de la chaussée.

Dissimulation de bénéfices de guerre

Paris, 10 mai. — M. Poncet, commissaire aux délégations, a perquisitionné aujourd'hui chez M. Charles Constant, négociant en vins, demeurant rue Nouvelle-Stanislas, et dont les bureaux sont situés rue Lafayette, et chez M. Tiodo-Dubouille, négociant en spiritueux, demeurant avenue de l'Observatoire. Ces négociants auraient dissimulé une partie de leurs bénéfices de guerre. M. Poncet a saisi leur correspondance et la comptabilité.

Ce que disent les Journaux

LA TACTIQUE DE BROCKDORFF-RANTZAU

Le comte de Brockdorff-Rantzau, par ses deux premières lettres à M. Clemenceau, a démasqué la tactique qu'il compte employer envers les alliés : le recours à la guérilla. Elle offre au vaincu la seule chance de découvrir un défaut de la cuirasse et de vaincre la volonté très arrêtée des vainqueurs, de couper court aux atermoiements :

« Ainsi, dit Saint-Brice (**Journal**), la conversation continuera jusqu'au moment où les alliés diront : « Halte-là ! » Comme M. Wilson doit partir prochainement, nous avons la certitude qu'on ne laissera pas les choses s'éterniser. Un beau jour on dira aux Allemands : « Il » faut signer les préliminaires. » La correction de lacunes et de contradictions sera le rôle des rédacteurs du traité définitif. Car il y aura un traité définitif, dont le volume de trois cent cinquante pages n'est que le sommaire. »

LEUR PLAN

Selon Pertinax (**Echo de Paris**), la vraie pensée de l'Allemagne n'est pas dans les éclats de voix de Versailles :

« Ecoutez plutôt la « Post » rappeler que Leipzig ne fut séparé d'Eu que par un intervalle de sept années. Ecoutez plutôt le « Vorwaerts » quand il ajoute : « Laissons passer quelque » temps, et quand le monde ne sera plus grou- » pé autour de la France, sonnera l'heure d'un » honnête duel franco-allemand. » Suivez plutôt les plans dressés pour prendre en main l'anarchique Russie. Là est l'espoir de nos ennemis. Pour en venir à bout, pour terminer à notre avantage le schisme européen, nous réclamons vingt-cinq années d'étroite collaboration anglo-franco-américaine. Puisse-t-elle être définitivement annoncée par cette lettre de M. Clemenceau affirmant la volonté d'imposer rapidement le traité ! »

LA FIN DE LA RETRAITE DE 1914

Le maréchal French, dans ses mémoires qui provoquent déjà de très vives polémiques en Angleterre, et que reproduit **Excelsior**, retrace aujourd'hui les dernières péripéties de la retraite sur la Marne :

« Les renseignements qui m'arrivèrent dans la journée du 4 septembre, écrit le commandant en chef des troupes britanniques, confirmèrent toutes mes hypothèses, et vers le soir, à Melun, je reçus divers messages de Joffre m'avisant qu'il préparait un nouveau plan. J'allai passer quelques heures avec Haig, près de Coulommiers. Je causai longuement avec lui de l'état de ses troupes qui n'était pas sans lui causer quelque inquiétude. Elles avaient, d'après lui, le plus urgent besoin de se reposer et de se refaire, mais comme toujours il était plein d'allant et prêt à faire face à toutes les circonstances. Pendant mon entretien avec Haig, Smith Dorien arriva.

» Vraiment l'armée britannique avait éprouvé de lourdes souffrances. Elle avait accompli une tâche herculéenne en atteignant sa position sans cesser de combattre et son moral avait été victorieux de l'épreuve. Je crois que les Allemands pouvaient raisonnablement douter de notre force offensive, mais ils oubliaient une chose : la nation d'où nous avons surgi.

» A mon retour à Melun, le 4 septembre, à la nuit, j'appris que Muray avait reçu la visite du général Galliéni, gouverneur de Paris, qui lui avait communiqué les plans de Joffre pour mon édification. Son dessein était de faire repasser la Marne à la 6e armée, le dimanche 6, entre Lagny et Meaux, de l'établir face à l'est vers l'Ourcq. Il me demandait de combler le vide entre la droite de la 6e armée (sur la Marne) et la gauche de la

Tirages financiers

DU 10 MAI

VILLE DE PARIS 1876

Le numéro 237,085 gagne 100,000 francs.
Le numéro 130,979 gagne 10,000 francs.
Le numéro 133,942 gagne 5,000 francs.
Les dix numéros suivants gagnent chacun 1,000 francs :

37,037	44,353	50,113	87,857	98,820	135,714	163,195	178,456
184,889	235,122						

FONCIERES ET COMMUNALES 1917

10 mai

Le numéro 1,514,043 gagne 250,000 fr.
Le numéro 710,892 gagne 50,000 fr.
Le numéro 1,914,759 gagne 25,000 fr.
Les deux numéros suivants gagnent chacun 5,000 fr. :

1,388,507 1,517,172

Les dix numéros suivants gagnent chacun 1,000 fr. :

1,420,086	1,334,674	1,994,567	958,857	1,169,548	1,416,849	1,093,930
1,484,391	1,122,412	728,837				

Les cinquante numéros suivants gagnent chacun 1,000 fr. :

5,887	96,120	107,247	122,363	160,049	179,716	199,461
194,710	232,645	274,695	287,115	292,092	354,241	457,274
485,744	512,088	557,733	604,281	646,348	674,584	729,700
762,643	809,630	816,122	838,768	867,544	880,103	951,304
953,976	1,026,775	1,044,615	1,070,043	1,100,688	1,259,150	1,294,818
1,313,134	1,341,545	1,398,554	1,423,068	1,528,776	1,604,752	1,614,389
1,629,130	1,636,551	1,639,928	1,717,807	1,753,832	1,787,365	1,320,188
1,865,018						

1

BORDEAUX

Il y a un an

12 MAI 1918

Entrevue des empereurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie en vue de la conclusion d'une nouvelle convention destinée à resserrer l'alliance des deux empires.

L'Allemagne adresse aux bolcheviks russes un ultimatum réclamant de nouveaux avantages.

Inauguration de l'Exposition d'art français à Madrid.

Légion d'honneur

M. Emile Thomas, qui fut notre correspondant de guerre accrédité auprès du G. Q. G., et dont nos lecteurs ont pu apprécier la remarquable suite d'articles, vient d'être fait chevalier de la Légion d'honneur. Le décret qui a paru à l'« Officiel » ne mentionne pas seulement le nom de M. Emile Thomas; il est suivi d'un élogieux libellé qui constitue une véritable citation :

« M. Pierre-Emile Thomas, publiciste, vingt-six ans de collaboration distinguée dans la presse, correspondant de guerre aux armées, a suivi toutes les offensives de la campagne dans des conditions le plus souvent périlleuses. »

D'abord correspondant de guerre libre du « Petit Marseillais », M. Emile Thomas représenta la « Petite Gironde » en même temps que le « Petit Marseillais », lorsque des missions de presse furent créées au G. Q. G.

C'est à ces titres que M. Emile Thomas a suivi depuis juin 1917 jusqu'à la fin de 1918, toutes les opérations de l'armée française, recherchant sur place une documentation précise et n'hésitant jamais, dans l'intérêt de sa mission, à se porter sur des points soumis à de violents bombardements.

Nous adressons à M. Emile Thomas nos très vives félicitations, en même temps que nos remerciments pour sa collaboration qui fit grand honneur à notre journal.

MAGNIFIQUE PRISE D'ARMES

Le drapeau du 344e d'infanterie y prend part

Par une note que nous avons publiée, la population bordelaise avait été conviée à venir faire cortège au drapeau du 344e régiment d'infanterie, que, dans une pensée vraiment heureuse, l'autorité militaire a voulu associer à la prise d'armes annoncée.

Cet appel n'a pas été vain. Dès une heure samedi après-midi, les abords de la caserne Faucher, d'où devait sortir le drapeau pour se rendre aux allées de Tourny, étaient bondés.

L'heure, d'ailleurs, était propice et la température favorable.

UNE MARCHE TRIOMPHALE A TRAVERS LA VILLE

Une heure et demie. Les portes de la caserne s'ouvrent toutes grandes; la foule se masse; une sonnerie se fait entendre. C'est la « clique » du 100e d'infanterie qui paraît tout d'abord, suivie de la musique de ce régiment. Puis deux compagnies, baïonnette au canon, précèdent immédiatement le glorieux emblème, dont elles constituent la garde d'honneur.

Puis c'est le drapeau ! Sa vue provoque des applaudissements et une chaleureuse ovation. Ces manifestations s'adressent également au drapeau du 418e d'infanterie qui est à son côté et qui, lui aussi, s'est couvert de gloire, puisque sa hampe s'orne de la fourragère aux couleurs de la médaille militaire.

Aussitôt, tandis que la musique attaque la magnifique marche « Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine », hommes, femmes, enfants, s'élancent et emboîtent le pas à nos braves poilus, qui s'engagent sur les boulevards.

Deux compagnies du 7e colonial qui viennent de quitter la caserne Xaintrailles ont pris la tête du défilé.

La foule devient de plus en plus dense aux approches du centre de la ville. Et c'est un bien émouvant spectacle que de contempler ces visages, les uns joyeux, d'autres tristes, hélas ! qui ont les larmes aux yeux. N'oublions pas, en effet, que le 344e d'infanterie est en majeure partie composé d'enfants de Bordeaux dont beaucoup sont tombés au champ d'honneur.

SUR LES ALLEES DE TOURNY

Il est deux heures exactement lorsque le défilé arrive sur les allées de Tourny, où sont rangées deux compagnies du 344e, deux compagnies du 134e, des sections des autres troupes de la garnison, ainsi que des détachements de la 74e et de la 78e divisions américaines.

Une foule immense a tenu à contempler cette magnifique cérémonie. Des spectateurs sont montés jusque sur les toits des maisons, notamment sur le toit de l'Y. M. C. A. A deux heures trente, arrivent par la place Tourny le général Bordeaux et le général américain Mac Roe, commandant la 78e division américaine. Ils sont suivis du lieutenant-colonel Roy, major de la garnison; du colonel Colonna-Ceccaldi, chef de la mission française; du capitaine de Laitre de Tassigny, de la section franco-américaine; du capitaine Goguel, et de plusieurs officiers français et alliés.

A leur arrivée, la musique du 100e régiment d'infanterie joue la « Marseillaise » et l'hymne national américain, que les assistants saluent de leurs acclamations.

Ces acclamations redoublent lorsque le général Bordeaux, en passant devant les troupes, s'arrête pour saluer les glorieux drapeaux du 344e et du 418e.

Après que les troupes eurent été présentées par le lieutenant-colonel Philippot, du 7e régiment d'infanterie coloniale, le général Bordeaux procède à la remise des décorations : une croix de commandeur de la Légion d'honneur, quatre décorations de la « Distinguished Service Cross » et dix-neuf croix de guerre avec palme.

C'est au général Mac Roe qu'a été remise la cravate de commandeur de la Légion d'honneur, et la lecture de la belle citation qui accompagne cette distinction, provoque les bravos des auditeurs.

La remise des autres décorations se poursuit ensuite avec le cérémonial habituel.

Lorsqu'elle est terminée, les troupes défilent sur les allées de Tourny. La foule, dans un élan d'enthousiasme irrésistible, se précipite pour voir de plus près le drapeau du 344e, sur lequel sont visibles encore les traces des terribles combats auxquels le régiment a pris part.

A l'Hôtel de Ville

Réception des officiers de la 78e division américaine par le général commandant la 18e région, la Municipalité et la Chambre de commerce

Les salons d'honneur de l'hôtel de ville ont vu, dans l'après-midi de samedi, se dérouler une manifestation superbe de distinction et d'enthousiasme, qui a témoigné, une fois de plus, des sentiments de fraternelle sympathie et d'amitié dont sont animés les autorités bordelaises, les représentants de l'armée et de nos grandes administrations, notre population, à l'égard des troupes américaines.

Le général commandant la 18e région, la municipalité et la Chambre de commerce avaient tenu à affirmer leur affectueuse sympathie aux officiers de la 78e division américaine, qui revenaient du front, avant leur départ pour les Etats-Unis, et, à cette occasion, ils avaient organisé une réception qui laissera le plus durable et le plus chaleureux souvenir dans l'esprit et dans le cœur de tous ceux qui y ont pris part.

Académie de Bordeaux

Dans la séance du 8 mai, l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux a entendu le rapport de la commission d'histoire.

M. Courteault a ensuite donné lecture d'une introduction à l'étude de la Viographie bordelaise.

SECOURS D'URGENCE DANS LES RÉGIONS LIBÉRÉES

Conférence de M. le pasteur Poujol

Albert cité martyre

Le magnifique exemple de fraternelle solidarité que, fidèle à ses nobles traditions, Bordeaux donne depuis le début de la guerre, s'est affirmé de nouveau samedi, à l'occasion de la manifestation organisée à la salle Franklin par le comité local du Secours d'urgence dans les régions libérées. Nombreux étaient nos concitoyens qui avaient eu à cœur de répondre à l'appel des généreux initiateurs de cette fête de la bienfaisance. Le programme comprenait une conférence de M. le pasteur Poujol, de Nîmes, sur « la Victoire » et un concert dont l'éclat a égalé la distinction.

A ce programme, le maire d'Albert, la douloureuse cité anéantie par la barbarie allemande, est venu apporter le concours de sa parole émue. M. Leturc, dont la voix a eu mercredi soir, dans le grand amphithéâtre de l'Athénée, un écho si profond parmi la foule de ses auditeurs, a éloquemment renouvelé son appel en faveur de sa malheureuse ville et de ses infortunés administrés.

Les sympathies dont est l'objet le Secours d'urgence dans les régions libérées, se sont une fois de plus manifestées samedi.

M. Durand-Dassier, vice-président, présidait, remplaçant M. de Lestapis, qu'un deuil cruel a récemment frappé, et a présenté M. le pasteur Poujol, dont il a fait un vif éloge, et M. Letürc, dont il a retracé l'inlassable dévouement à l'œuvre de reconstruction qu'il a entreprise.

Aux côtés de M. Durand-Dassier avaient pris place, avec MM. Poujol et Leturc, les membres du comité. Aux premiers rangs de l'assistance, on remarquait M. Georges Boubée, adjoint, représentant le maire de Bordeaux; un officier supérieur, représentant M. le général en chef Halloun; M. le général Oudard et diverses autres personnalités.

CONFERENCE DE M. POUJOL

M. le pasteur Poujol n'est pas un inconnu pour les Bordelais : il est déjà venu dans notre ville faire deux conférences, très applaudies, sur la « Victoire de la Marne » et « Verdun et la grandeur de la France ».

Nous ne pouvons suivre pas à pas M. Poujol dans le superbe exposé au cours duquel il nous a fait assister à la deuxième phase de la lutte gigantesque engagée sur le front franco-belge.

« Il faut qu'on sache, dit-il, dans notre peuple, sinon dans le détail du moins dans les grandes lignes, comment et par qui la victoire a été remportée. L'ingratitude est souvent fille de l'ignorance : nous ne voulons pas être des ingrats. »

Et alors il expose avec une admirable clarté les journées héroïques, les événements à la suite desquels nos armées ont triomphé. Attaques de Ludendorff, riposte de Foch; offensive générale, rejet de l'ennemi sur la ligne Hindenburg, la débâcle allemande, l'armistice et Clemenceau sont autant de chapitres qui passionnent et émeuvent.

Page d'histoire admirable et admirablement présentée, dans une langue élégante, forte et précise, telle est l'impression qui se dégage de la conférence de M. Poujol, dont le patriotisme éclairé s'est, une fois de plus, associé à une œuvre belle entre toutes.

Interprète de tous, M. Durand-Dassier l'a remercié et félicité.

M. LETURC, MAIRE D'ALBERT

Avec M. Leturc, nous revivons les douleurs de la cité martyre.

Le spectacle qu'il fait dérouler sous nos yeux des malheurs de la ville occupée deux fois par l'ennemi, systématiquement dévastée et renversée par lui, dont les maisons, les édifices, la splendide basilique ne sont que ruines, dont les habitants ont été chassés de leurs demeures, où tout enfin est à reconstruire et à reconstituer, produit une profonde émotion.

Il importe de faire revenir à la vie cette cité, et M. Leturc adresse à nos concitoyens, à la population bordelaise, un appel angoissé qui sera entendu. C'est un acte de patriotisme et de solidarité nationale qu'on doit accomplir.

Le Secours d'urgence dans les régions libérées veut bien lui prêter son généreux et large appui. M. Leturc le remercie d'avance, comme il remercie Bordeaux, en son nom et au nom des Albertins.

M. Leturc, qui fait partager son émotion à l'auditoire, est vivement applaudi. On sent que tous les cœurs battent à l'unisson. Albert renaîtra de ses cendres, et Bordeaux sera fier de contribuer à cette résurrection.

LE CONCERT

Le concert fut, comme nous l'avons dit, une belle manifestation artistique. Mme Grédy, MM. Mondaud, Ch. Arthur, Louis Rosoor, professeurs au Conservatoire; Ermend Bonnal, premier prix du Conservatoire de Paris; Mlle Madeleine Vernet, harpiste, et Mlle P. Pencouasse, pianiste — avec l'orchestre et les chœurs, composés de professeurs et d'élèves du Conservatoire — prêtaient leur concours à cette solennité. Tous ont été acclamés.

Une mention spéciale doit être réservée à l'« Hymne à la Victoire », dont le poème d'une superbe envolée, est dû à M. L. Gautier, et dont M. B. Crocé-Spinelli a écrit la musique. L'œuvre du distingué directeur du Conservatoire, qu'on entendait pour la première fois, a produit grand effet. D'unanimes et chaleureux bravos ont démontré combien l'auditoire en appréciait le charme et la beauté. M. Crocé-Spinelli, — sous la direction duquel l'« Hymne à la Victoire », a été interprété — par Mme Grédy, et M. Mondaud pour les soli; M. Ermend Bonnal aux orgues, Mlle Vernet et ses élèves, les chœurs et l'orchestre à cordes — a été l'objet d'une brillante ovation.

Cette journée a dû être fructueuse. Elle fait honneur au Secours d'urgence dans les régions libérées, et témoigne du dévouement, de la compétence et de l'activité du Comité dont l'action si féconde apporte son utile et importante contribution à l'œuvre de patriotique régénération qu'elle a entreprise.

Entrepôts en flammes

2,500 fûts d'huiles détruits; un pompier blessé ; dégâts considérables

Un incendie vient d'anéantir deux vastes entrepôts où étaient emmagasinés environ 2,500 fûts d'huiles lourdes (huiles à graisser les machines) qui étaient la propriété de M. Sixte-Duclos, négociant.

Ces entrepôts faisaient suite à l'immeuble situé 14, quai de Bacalan; ils s'étendaient sur une longueur d'environ 100 mètres sur 20 de large, au centre de maisons regardant d'un côté la rue Surson, et de l'autre côté la rue Chantecrit.

Samedi soir, M. Manguin, demeurant cours Saint-Louis, 12, contre-maître dans la maison de M. Sixte-Duclos depuis près de trente ans, avait quitté le dernier les entrepôts et n'avait rien remarqué d'anormal. Il y était revenu dimanche matin à six heures, selon son habitude, et il était reparti peu après n'ayant encore rien vu de suspect.

LA NAISSANCE DU FEU

Il était environ neuf heures, dimanche, M. Marty, demeurant quai de Bacalan, se trouvait sur le derrière de sa maison, quand il aperçut une colonne de fumée au-dessus de la toiture des entrepôts de M. Sixte-Duclos. Il donna immédiatement l'alarme et s'empressa de téléphoner aux pompiers. Le personnel du poste de la rue Bourbon ne tarda pas à arriver sur les lieux. Les pompiers de la caserne centrale arrivaient bientôt à leur tour quai de Bacalan.

LA LUTTE CONTRE LE FLEAU

A neuf heures et demie, au moment où nous arrivons nous-même quai de Bacalan, l'incendie fait rage. Trouvant un aliment des plus faciles dans les marchandises renfermées dans les entrepôts, le feu s'est développé avec une rapidité extraordinaire. Les machines à vapeur sont mises en batterie devant la maison 14 du quai, rue Surson et dans un jardin situé à l'extrémité ouest des entrepôts. Les sapeurs ont engagé la lutte; mais celle-ci est rendue très difficile, très pénible, en raison de la chaleur intense qui se dégage du foyer de l'incendie. Les deux entrepôts ne forment du reste plus qu'un gigantesque brasier, d'où s'échappe maintenant une immense colonne de fumée. Les 2,500 fûts d'huiles lourdes sont en flammes.

Le devoir des pompiers est de circonscrire le feu, de l'empêcher de gagner les immeubles qui encadrent sur toute leur longueur les entrepôts. Il s'agit surtout de préserver un troisième entrepôt d'huiles lourdes appartenant au même négociant et qui s'étend parallèlement aux deux premiers, derrière l'immeuble portant le numéro 17 du quai de Bacalan.

Pour parer au danger, les sauveteurs redoublent de zèle. Juchés sur les toitures, sur le rebord des fenêtres, dans les couloirs des maisons conduisant aux entrepôts, ils déversent des torrents d'eau sur toutes les parties des constructions léchées par les flammes. A onze heures, les efforts paraissent couronnés de succès. Le feu, qui a détruit les deux vastes entrepôts, n'atteindra pas, croit-on, le troisième ni les immeubles voisins.

LES CAUSES DU SINISTRE

M. Villa, commissaire de service à la Permanence, mis au courant de l'incendie, se rendit aussitôt quai de Bacalan et commença l'information habituelle. Il entendit M. Manguin, le contre maître du négociant. M. Manguin ne put que répéter au magistrat ce qu'il nous avait dit personnellement. Il avait visité les entrepôts le matin à six heures, et son attention n'avait été attirée par aucun fait particulier. Le contre maître ne s'explique pas comment le feu a pris naissance. Il ne croit pas à la malveillance. L'incendie doit avoir, selon lui, des causes purement accidentelles. Lesquelles ? C'est ce qu'il ne peut expliquer.

SUR LES LIEUX

L'immense gerbe de fumée noire qui montait dans le ciel avait attiré quai de Bacalan un grand nombre de curieux, qu'un service d'ordre maintenait à distance. Ce service était assuré par des gardiens de la paix et le piquet d'incendie.

Remarqué : MM. le docteur Mauriac, Nozière, conseiller municipal; Petit, secrétaire en chef de la ville; lieutenant-colonel Roy, major de la garnison; Terilat, commandant du port; Bressan, capitaine adjoint à ce commandant.

LES DEGATS

D'après les renseignements que nous avons pu recueillir, les dégâts atteindront plusieurs centaines de mille francs; il y a assurance.

Chaque fût d'huile détruit — et il y en avait répétons-le — 2,500, pesait entre 200 et 210 kilos. Cette huile était utilisée pour les machines des chemins de fer.

M. Sixte-Duclos, dont les chais et les bureaux sont situés rue Constantin, 16, informé, est venu en hâte se rendre compte du sinistre qui le frappe.

A midi, le feu continue de brûler dans les entrepôts. On ne parviendra à l'éteindre complètement que dans la soirée, ou peut-être dans la nuit.

VICTIME DU DEVOIR

En combattant l'incendie, le caporal des pompiers Joseph Degarie, a été brûlé au visage et aux mains. Les brûlures, fort heureusement, sont superficielles. Joseph Degarie a reçu tous les soins que nécessitait son état chez M. Sauvaltre, médecin-pharmacien, quai des Chartrons, 138.

Un grand meeting

Les commis et comptables établissent le statut de leurs revendications

Dimanche matin, les commis et comptables de Bordeaux, convoqués par leur bureau syndical, se sont réunis en très grand nombre dans la salle de l'Apollo-Théâtre. Le meeting, fort bien organisé, s'est déroulé dans l'ordre et le calme. Commencé un peu après neuf heures, il s'est terminé vers midi, sans le moindre incident fâcheux.

LA REUNION

La réunion — il faut en féliciter les promoteurs — a été purement corporative. M. Ducoms présidait, ayant à ses côtés MM. Lavielle, Faustin, Catusse, Fauroux, Goujon, Jaudin, Giron et Chavannal. Plusieurs centaines de dames faisaient partie de l'assistance.

Le manque de place nous oblige à écourter notre compte rendu, mais dans notre prochain numéro à quatre pages nous reviendrons plus longuement sur cette importante réunion.

Après une brève allocution de M. Ducoms, la parole est donnée au premier orateur inscrit.

M. Lavielle, de Bordeaux, adresse tout d'abord un souvenir ému aux morts de la grande guerre. Il note à ce sujet que le syndicalisme tel qu'il le comprend n'exclut nullement l'idée de patriotisme; puis il aborde son sujet.

Le Syndicat des commis et comptables ne se pose point en adversaire de la Chambre syndicale des employés de commerce, dont les œuvres de solidarité méritent les plus vifs éloges. Il est donc entendu que les employés pourront simultanément faire partie des deux groupements.

Les adhésions affluent au siège du Syndicat. Elles se chiffrent déjà par milliers. Des sections techniques vont être instituées pour classer les adhérents par groupes, si bien que d'ici peu il sera possible de déterminer dans quelles proportions les employés de l'industrie, des magasins et des vins ont répondu à l'appel de leurs leaders.

Nous passons sous silence un reproche — d'ailleurs formulé avec la plus grande courtoisie — adressé à notre journal à propos d'un retard involontaire dans l'insertion d'un communiqué. Et nous rappelons que, les premiers de la presse française, nous avons appelé l'attention des patrons sur le sort des employés de commerce.

Le bureau syndical a réuni l'assemblée pour présenter à son approbation un projet de contrat collectif d'un intérêt considérable pour toute la corporation.

Ce contrat, que nous publierons in-extenso, demande l'institution de commissions mixtes, précise les modalités de l'application de la journée de huit heures, pose fermement la revendication du repos hebdomadaire universellement accepté et de la semaine anglaise de quarante-quatre heures, réclame la fixation de salaires minima, et le bénéfice d'une indemnité de vie chère de cinq francs par jour.

En outre, il établit le taux de l'indemnité de licenciement et du délai-congé. Bien entendu, les obligations seront réciproques, et les deux parties les respecteront sous peine de sanctions prévues.

M. Lavielle fait entrevoir la possibilité pour les employés d'obtenir une retraite ; dans un bel élan oratoire, il supplie les patrons de songer à « l'amortissement de leur matériel humain » et de réserver une vieillesse heureuse à leurs fidèles serviteurs.

L'orateur termine par un chaleureux appel à l'union et à l'action syndicale vigoureuse, mais non révolutionnaire.

Une interminable ovation souligne cette péroraison.

Pendant qu'on fait une collecte au bénéfice des grévistes de Paris, — collecte qui produira près de 500 francs, — M. Faustin, secrétaire général, annonce que le bureau a envoyé les projets de contrat collectif aux Syndicats patronaux des commerçants détaillants, du matériel roulant et naval, de la morue, des farines, de l'épicerie, des entrepreneurs de chargement, des courtiers, du caoutchouc, du bâtiment, des cafés, des vins, du verre, de l'imprimerie, des patrons sociaux, etc.

Quelques réponses seulement sont parvenues; elles permettent d'espérer que l'accord s'établira dans la plupart des cas.

M. GASTON RENAUDEL

M. Gaston Renaudel, délégué de la Fédération nationale des employés, se lève ensuite et fait un discours soulevé étayé de statistiques.

Le conférencier déclare que les réclamations des employés sont jugées acceptables par la majorité des employeurs. Les engagements pris à l'avenir auront un effet rétroactif à dater du 1er mai.

M. Renaudel invite les manifestants à formuler leurs revendications avec fermeté, et de s'organiser s'ils veulent bénéficier des réformes sociales votées par le Parlement, et notamment des lois sur le repos hebdomadaire, les accidents du travail et la justice prud'hommale.

Il déplore la situation pénible d'une foule d'employés. Leur fatigue physique n'est peut-être pas excessive, mais leurs conditions de travail sont si mauvaises que la mortalité augmente redoutablement, et leur misère est si grande qu'ils s'écartent de plus en plus de la vie de famille.

L'orateur estime que le salaire minimum mensuel doit être de 500 francs. Il réclame impérieusement la journée de huit heures, la semaine anglaise, le repos hebdomadaire, la substitution des communes et des coopératives aux intermédiaires inutiles, la nationalisation des moyens de transport et la généralisation des commissions paritaires.

Il s'élève ensuite contre les Amicales et engage tous les assistants à adhérer aux Syndicats, outillés pour la lutte des classes et destinés à transformer la société.

L'ordre du jour

Avant de se séparer, l'assemblée a voté à l'unanimité, paragraphe par paragraphe, l'ordre du jour suivant :

« Les employés du commerce et de l'industrie, réunis au nombre de 3,000 au théâtre de l'Apollo, le dimanche 11 mai 1919,

» Déclarent :

» Qu'ils approuvent les déclarations de Lavielle, parlant au nom de l'Union des commis et comptables de la Gironde; de Gaston Renaudel, parlant au nom de la Fédération nationale des employés,

» Qu'ils reconnaissent au conseil syndical de l'Union des commis et comptables de la Gironde toutes qualités pour représenter les employés bordelais et poursuivre les négociations engagées avec les Syndicats patronaux;

» Qu'ils défendent leurs revendications, formulées dans le contrat proposé par le Syndicat aux Associations patronales;

» Qu'ils feront tous leurs efforts pour obtenir la signature, par patrons et employés, de la convention collective de travail en discussion;

» Qu'ils protestent contre les déclarations de patrons, qui refusent de s'engager dans un contrat de travail où les employés s'expriment de bonne foi;

» Qu'ils sont plus que jamais décidés à s'unir à la grande famille ouvrière dans la C. G. T.;

» Qu'ils s'engagent enfin à répondre aux appels du Syndicat toutes les fois que la masse des employés devra faire entendre sa voix revendicative, n'hésitant pas à aller jusqu'à la grève après que l'Union syndicale des commis et comptables aura donné toutes les preuves de son ferme désir de conciliation en même temps que sa volonté d'obtenir à bref délai des satisfactions.

» Avant de se séparer, les employés de Bordeaux envoient à leurs camarades en grève de Paris leurs encouragements et leurs vœux pour le triomphe de leurs revendications. »

C'est aux cris de : « Vivent les huit heures !... Vivent les salaires minima !... » que s'est terminé cet intéressant meeting.

R. P.

Les militaires dans les restaurants et cafés

Nous recevons communication de l'arrêté suivant :

Le général commandant la 18e région, vu l'arrêté du 30 octobre 1918, vu la décision du président du conseil, ministre de la guerre (sous-secrétariat de la justice militaire) du 30 avril 1919,

Arrête :

L'article 2 de l'arrêté du 30 octobre 1918 est remplacé par le suivant :

Article 2. L'accès et le stationnement dans les restaurants, cafés, hôtels, débits de boissons ou autres établissements similaires sont interdits aux militaires de tout grade, ainsi qu'aux mobilisés et aux mobilisables visés à l'article 1er, sauf aux heures suivantes :

En semaine : de 6 heures à 8 h. 30, 10 h. 30 à 13 h. 30, 17 h. 30 à 22 heures ;

Les dimanches et jours fériés : de 6 heures à la fermeture.

Toutefois, l'accès des débits et restaurants est autorisé de façon permanente aux titulaires d'une permission de détente et aux militaires en mission sur le vu de leur titre, qu'ils doivent présenter à toute réquisition du service chargé spécialement de la surveillance des débits.

Bordeaux, le 9 mai 1919.

Le général HALLOUIN,
commandant la 18e région.

Avis aux éleveurs

Le concours annuel des haras pour chevaux de trois ans, présentés en main, aura lieu à Toulouse le samedi 7 juin prochain.

La mensuration et la pesée des chevaux aura lieu le 6 juin, à Toulouse, aux poids publics, route de Paris, de quinze heures à dix-sept heures, et les engagements seront reçus au dépôt d'étalons de Tarbes jusqu'au samedi 31 mai.

— Un concours épreuve d'étalons aura lieu à Tarbes, le 3 juin prochain.

Les conditions d'admission sont les mêmes que celles des années précédentes.

Engagements jusqu'au 24 mai, chez M. Hunger, secrétaire général de la Société d'encouragement du cheval de demi-sang, 7, rue d'Astory, Paris.

Ravitaillement civil

Lundi 12 courant, la municipalité fera vendre des carottes, des morues et des figues sur les marchés ci-après : Capucins, Grand-Marché, marché des Grand-Hommes, marché de Lerme, Marché des Chartrons, Marché Amédée-Larrieu et Marché place Saint-Martial.

Les heures de vente ne sont pas modifiées.

Les prix sont fixés : Carottes, 0 fr. 70 le kilo. — Morues : Petit poisson pesant de 500 grammes mes à 1 kilo, 2 fr. 50; moyen poisson pesant de 1 à 2 kilos, 2 fr.75; gros poisson pesant au-dessus de 2 kilos, 3 fr. 25. — Figues, 1 fr. 95 le kilo.

Le même jour, dans l'après-midi, à partir de 1 h. 45, des pommes de terre seront mises en vente au marché de Lerme et au marché de la place Amédée-Larrieu, au prix de 0 fr. 82 le kilo et à raison de 5 kilos par ménage.

Il ne sera pas rendu de monnaie.

ARCACHON Nouveau GRAND HOTEL Restaurant

Chronique théâtrale

Grand-Théâtre

Représentations Marcel Soarez, au bénéfice des mutilés de la face

Jeudi 22 mai, en matinée, à deux heures quinze, à la demande générale : « le Cid », avec Jeanne Delvair et Marcel Soarez.

Prix des places : 10 fr., 8 fr., 5 fr., 3 fr., 2 fr., 1 fr. 50. Location chez Delmouly, sans augmentation de prix.

Français-Lyrique

« **ORPHEE** », avec **ALICE RAVEAU**

Mardi 13 courant, l'événement musical de la saison, première représentation (création à Bordeaux) de « **ORPHÉE** », l'opéra de Gluck, avec son admirable interprète **Alice Raveau**, de l'Opéra-Comique, dans le rôle d'Orphée, qu'elle a créé à Paris et sur les premières scènes de France; **Mlle Augusta Garcia**, de l'Opéra-Comique, interprétera le rôle d'Eurydice; **Mlle Camille Sylvestre**, celui de l'Amour.

Les divertissements seront réglés par M. Camille Laffont; la mise en scène de M. Dubois, avec deux décors neufs d'Artus, et l'orchestre et les chœurs seront dirigés par M. P. Bastide.

« **ORPHÉE** », l'œuvre de Gluck, est considérée comme une des gloires de la musique française.

La direction L. Lescouzères et G. Mauretti-Lafage est heureuse d'en offrir la primeur au public bordelais, avec le concours de son admirable interprète **Alice Raveau**.

Le spectacle sera terminé par le **Grand Ballet Egyptien**, avec l'étoile **Mady Pierozzi**.

— Mercredi 14 courant, bénéfice de MM. Paul Bastide et Dubois : « **MANON** », avec les quatre artistes de l'Opéra-Comique : **Edmond Clément, Victoria Fer, Boulogne et D. Vigneau.**

Trianon-Théâtre

Tous les soirs, jusqu'à mercredi inclus, un triomphe : « **LA BELLE AVENTURE** ». — Jeudi, relâche pour répétition. — Vendredi, en gala fleuri, la revue : « **VOILA** ». Troupe réellement formidable avec l'amusante **Claudie de Sivry**, la délicieuse **Tamary**, la séduisante **Chifonnette**, la belle **Marcelle Metzer, Miss-Ray-Fern, Zette Sylva, H. Hédouin**, etc.; l'extraordinaire **Herry Mass**, les danseurs **Senka-Zenga, R. Guise, Wattel, Brouillet**, et **Dufleuve**, l'idole du public. Louer rue Franklin.

Scala-Théâtre

« **LA REVUE DE LA SCALA** ». — Tous les soirs, la revue. Vendredi, grand gala de la cinquantième. Deux nouveautés : « Le Galant cireur, par Réval et Dauvia, et « Kalamazou », la danse nouvelle, par Lolé et Lina Franck. On loue sans frais.

Alhambra-Théâtre

Lundi, première : « **AU BOUT DU QUAI** », revue de M. Fontenay.

Alcazar-Théâtre

« **VAS-Y PETIT** » est un spectacle splendide.
« **VAS-Y PETIT** » est une revue bordelaise.
« **VAS-Y PETIT** » est impeccablement joué.
« **VAS-Y PETIT** » va atteindre la cinquantième.

FERNANDEZ est à l'**Alcazar**.
SUZANNE VALROGER est à l'**Alcazar**.
Location au **Trianon** et à l'**Alcazar**.

Concert spirituel

Mercredi 14 mai, à 4 heures de l'après-midi, un concert spirituel au profit des religieuses françaises restées en pays occupés, sera donné sous la direction de Mlle M. Filastre, avec le concours de Mlles Jacquinot, H. G..., MM. Bonnet, Guillot, Boupat, en l'église Sainte-Eulalie.

Cette œuvre, des plus intéressantes, attirera certainement en foule l'élite bordelaise qui sera heureuse d'apporter sa généreuse offrande pour celles qui ont tant souffert.

Cartes à 2 fr. et à 1 fr., distribuées à domicile, recevront donc le meilleur accueil. De plus, on en trouvera à la sacristie de Sainte-Eulalie, chez M. Fontan, bijoutier; dans les magasins de musique et de piété et autres, et à l'entrée de l'église le 14 mai.

Les personnes empêchées d'assister au concert pourront envoyer leur offrande 62, rue de l'Eglise-Saint-Seurin, où elle sera reçue avec la plus grande reconnaissance.

SPECTACLES

DIMANCHE 11 MAI

FRANÇAIS. — 8 h. 30 : « **La Tosca** ».
APOLLO. — 8 h. 30 : « **Mam'zelle Boy-Scout** ».
BOUFFES. — 8 h. 30 : « **Le Tampon du Capiston** », avec Augé.
TRIANON. — 8 h. 45 : « **La Belle Aventure** ».
SCALA. — 8 h. 30 : « **La Revue de la Scala** ».
ALHAMBRA. — 8 h. 30 : « **Faut plus s'en faire** », revue.
ALCAZAR. — 8 h. 30 : « **Vas-y, Petit** », revue.

Aujourd'hui, exposition artistique au profit des mutilés de la face, terrasse du Jardin-Public, de 10 à 12 heures et de 14 à 18 heures.

CINÉ- VARIÉTÉS, 202, rue Sainte-Catherin

« **J'ACCUSE** », tragédie visuelle en trois époques, d'Abel Gance, est l'œuvre la plus formidable qui ait été tentée au cinéma, celle qui à l'heure actuelle remporte les résultats les plus extraordinaires, battant de loin tous les records, dépassant toutes les prévisions. Jamais depuis la création du cinéma accueil semblable n'a obtenu par aucun film. Le programme est complété par « **L'AS DE CARREAU** », grand ciné-roman-feuilleton (1er épisode : « **La Terreur silencieuse** »), qui constitue également un succès inconnu jusqu'à ce jour.

« **J'ACCUSE** », « **L'AS DE CARREAU** », ces deux merveilles qui justifient l'enthousiasme des foules.

Vous irez tous les voir au CINE-VARIETES, 202, rue Sainte-Catherine.

Tous les jours, matinée et soirée.

ALHAMBRA-THÉATRE
FAUT PLUS S'EN FAIRE, revue.
A L'ECRAN :
LA NOUVELLE AURORE, **JOIE AIME LES ENFANTS**
Salle Skating, ce soir Dimanche grand Bal
Entrée : 3 francs

Les Parfums Bichara sont partout

CHRONIQUE MARITIME

COMPAGNIES

GENERALE TRANSATLANTIQUE. — Le paquebot « Chicago », parti de New-York le 3 mai à destination de Bordeaux, a été signalé au large des Açores le 9, en route pour notre port, où il peut être attendu vers le 14 courant.

— Le paquebot « Pérou », venant de Colon et escales, est parti de Carupano (Venezuela) le 7 mai, en route pour Bordeaux.

— Le paquebot « Venezia », venant de Marseille, est arrivé à Saint-Nazaire le 10 mai, d'où il partira le 15 courant pour la Guadeloupe, la Martinique, la Havane et Vera-Cruz.

CHARGEURS-REUNIS. — Le vapeur « Amiral-Sallandrouze-de-La-Mornaix », venant de Montevideo et Dakar, ayant à bord un important chargement de viandes frigorifiées destiné au ravitaillement civil, est entré en Gironde samedi soir et a suivi pour Bordeaux, où il a accosté au poste n. 5 du quai Carnot, dimanche à 7 heures.

Le vapeur « Vénus » arrivé à bon port

Le steamer français « Vénus », venant d'Oran, qui, vers la fin du mois d'avril dernier, au cours d'un abordage avec un navire anglais, avait été coulé, puis renfloué, est arrivé à Rouen le 7 courant.

Le « Vénus » procédera dans ce port aux réparations que nécessite son état.

COURRIER DU MAROC

Le paquebot « Figuig », courrier du Maroc, de la Compagnie Générale Transatlantique, qui a quitté Bordeaux dimanche, à la marée de trois heures, à destination de Casablanca et de Mazagan, est parti comme à l'ordinaire, avec son complet de passagers et de marchandises.

Au nombre des passagers de cabines, citons : MM. Sainte-Beuve-Mery, contrôleur général, et Papon, contrôleur général de 2e classe, appelés à la résidence, ainsi qu'un groupe d'officiers qui rejoignent leur poste. A bord également MM. Danton, Bernard, importants propriétaires agricoles dans la région de Fedalah, qui vont continuer au Maroc les vastes entreprises créées par eux avant la guerre; MM. Falkenberg, Ban